

Compte rendu

Ouvrages recensés :

Política, partidos y sindicatos en la empresa, par Dimitri Weiss, Madrid, Instituto de Estudios Laborales y de la Seguridad social, 1982, 136 pp. ISBN 84-5007823-7

El poder sindical en Espana, par J.A. Sagardoy Bengoechea et David Leon Blanco, Barcelona, Editorial Planeta/Instituto de Estudios Economicos, 1982, 210 pp. ISBN 84-320-7318-0.

par P. Joubert

Relations industrielles / Industrial Relations, vol. 38, n° 1, 1983, p. 192-194.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/029345ar>

DOI: 10.7202/029345ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

largement libéralisé les grèves tournantes et «à hoquet», en même temps qu'elle adoptait un critère moins rigoureux d'évaluation de la licéité du lock-out défensif adopté par l'employeur. Enfin, les formes traditionnelles d'intervention directe pour le règlement des conflits collectifs du travail, la conciliation, la médiation et l'arbitrage sont faiblement institutionnalisées.

Le volume est complété par le texte des débats et par les très intéressantes propositions du groupe des cadres de la Fiat sur les structures de représentation, le referendum préalable au déclenchement de la grève, la rationalisation des niveaux de négociation et les systèmes de règlement et de «refroidissement» des conflits.

P. JOUBERT

Institut d'Administration des
Entreprises, Paris

Politica, partidos y sindicatos en la empresa, par Dimitri Weiss, Madrid, Instituto de Estudios laborales y de la Seguridad social, 1982, 136 pp. ISBN 84-5007823-7

El poder sindical en Espana, par J.A. Sagardoy Bengoechea et David Leon Blanco, Barcelona, Editorial Planeta/ Instituto de Estudios Economicos, 1982, 210 pp. ISBN 84-320-7318-0.

Voici qu'au cours de l'hiver 1982/1983, à Paris, le Rassemblement pour la République (RPR), présidé par Jacques Chirac, remettait en avant la **participation**, l'un des vieux thèmes du mouvement gaulliste. Mais la nouveauté issue d'un comité central extraordinaire du mouvement, ouvert à la presse et consacré aux difficultés des salariés dans leur vie professionnelle, tenait à un changement de cap qui, en partant du fait que le parti avait par trop négligé jusqu'alors le travail politique dans les entreprises, plaçait le message politique en direction de celles-ci au premier plan des préoccupations. Aussi, y a-t-on beaucoup parlé des adhérents du RPR dans les entreprises, organisés depuis janvier 1982

dans des «sections RPR d'entreprise», signe de la nouvelle priorité qui leur est accordée.

Presque simultanément, le secrétaire national du Parti socialiste (PS) chargé des entreprises dénonçait, lui, le «double jeu fréquent» des communistes dans les entreprises françaises, estimant, notamment, que «le couple CGT-parti communiste est ambigu» et que la CGT «reprend de plus en plus souvent le ton de la protestation que le PC ne peut assumer aussi ouvertement, du fait de la solidarité majoritaire».

Autre tournant, quelque peu surprenant: la Confédération générale des cadres (CGC), devenue Confédération française de l'encadrement (CFE), jugeait dépassée la notion d'apolitisme, reconnaissant que le syndicalisme est devenu «incontestablement un agent de transformation de la société», mais en ajoutant que «se mettre à la remorque d'un parti politique constituerait une démarche suicidaire».

En Espagne, la victoire aux élections législatives du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et la place occupée dans son programme de gouvernement par les relations du travail faisaient rebondir au premier plan les liens, pratiquement organiques, du parti avec «son» syndicat, l'Union générale des travailleurs (UGT), désormais en passe de devenir la première confédération syndicale. Quant à la formation d'extrême droite Fuerza Nueva, qui avait créé son propre syndicat, elle a annoncé sa dissolution et s'est transformée en «association culturelle».

C'est dans ce contexte que paraît à Madrid, en une excellente présentation graphique, dans la collection des monographies de l'Institut d'Études du travail et de la Sécurité sociale (patronné par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale), le livre de Dimitri Weiss sur «Politique, partis et syndicats dans l'entreprise».

Écrit dans une perspective de sciences de gestion, que l'auteur définit dès le départ comme étant des «sciences (politiques) de la décision et du gouvernement de l'entreprise»,

dont les rudiments étaient inculqués antérieurement dans le cadre des enseignements d'économie **politique**, cet ouvrage est composé de six parties: une introduction, qui aborde — selon l'excellente habitude de l'auteur — une discussion du vocabulaire politique employé dans les relations du travail; une deuxième partie, intitulée «politique, management et syndicat», où il évoque déjà l'action politique dans l'entreprise et donne à l'intention du lecteur eurolatin, quelques renseignements utiles sur les liens entre syndicats et politique aux États-Unis et au Canada; une troisième partie, intitulée «Science politique et sciences de gestion», où l'entreprise est décrite, dans sa centralité au sein de l'ensemble des organisations de notre société, comme système politique, et où D. Weiss pose le problème des partis politiques **dans** l'entreprise et leur influence sur la politique **de** l'entreprise; thème qui sera traité, plus en détail, dans la partie suivante, sur «Partis et centralité (politique) de l'entreprise».

C'est ici — et dans les deux parties suivantes — qu'il se relie le plus à nos propos du début. L'auteur parle, en effet, du parti communiste français dans l'entreprise, de ses rapports avec le parti socialiste, du Rassemblement pour la République (RPR) dans l'entreprise, de la répartition des tâches entre partis et syndicats — et, notamment, des partis et la CFDT. Grand connaisseur de l'Italie — où il est, entre autres, président d'honneur de l'École de perfectionnement en relations industrielles et du travail (la première du genre) de l'Université de Bologne — il entame dès cette quatrième partie la position sur le problème des syndicalistes italiens, pour la poursuivre dans la cinquième partie, entièrement consacrée à l'action politique dans (et de) l'entreprise italienne.

Enfin, dans la sixième partie, «Relations industrielles et science politique», suivie d'une brève et dense conclusion, D. Weiss examine les rapports entre «professionnel» et «politique», entre relations du travail et sciences politique — et système de relations industrielles et système politique —, et évoque encore l'Italie, mais également la Grande

Bretagne, la Suède, l'AFL-CIO aux États-Unis et les sociétés multinationales.

En somme, cette très bonne traduction espagnole d'Elena Fernandez Miranda — chef du service des relations collectives du travail de l'Institut éditeur —, qui vient d'être primée par l'Association espagnole des traducteurs, arrive à son heure. Car «Politique, partis et syndicats dans l'entreprise» était paru en 1979, à Paris, dans la collection «Relations industrielles» des Éditions d'Organisation, en offrant dès alors — prématurément? — des clés de lecture du complexe phénomène politique-syndicats, surtout en Europe latine, tellement peu, et mal, appréhendé dans les pays germaniques et d'Amérique du Nord.

L'édition originale française avait quelque peu souffert de l'étrange idée de l'éditeur de sortir du texte, en les imprimant à part, les nombreuses citations — indispensables — d'acteurs des systèmes politique et de relations du travail, ce qui a eu pour conséquence de couper la fluidité de l'exposé et l'aisance de sa lecture. L'édition espagnole rétablit le texte dans sa continuité naturelle. Mais elle en a évacué la bibliographie et l'index, présents dans l'original français, et qui restent des outils indispensables.

Dimitri Weiss avait évoqué l'Espagne dans cet ouvrage, comme il l'avait également fait dans l'article complémentaire sur «Politique, entreprise, syndicats» (propos sur la polysémie du terme «politique» en relations industrielles), publié dans le numéro 1, 1981, de cette même revue **Relations industrielles**.

Juan Antonio Sagardoy Bengochea — professeur de droit du travail à l'Université Alcalá de Henares, directeur de l'Institut d'Études sociales (devenu en 1982 Institut d'Études du travail et de la Sécurité sociale, éditeur du livre de D. Weiss ci-dessus recensé) depuis sa création jusqu'en 1981 — et élaborateur du projet de loi sur le Statut des travailleurs, entré en vigueur le 15 mars 1980, et David Leon Blanco, expert en relations du travail, traitent de la situation espagnole dans leur livre sur «Le pouvoir syndical en Espagne».

Ce livre est divisé en sept parties: notice historique sur le syndicalisme espagnol; les syndicats dans la Constitution; **les syndicats et les partis politiques**; attitudes sociales face aux syndicats; la répartition et les données du pouvoir syndical; l'exercice du pouvoir syndical et ses mécanismes; le syndicalisme et les communautés autonomes.

Dans le troisième chapitre, ils classifient d'abord les rapports entre syndicats et partis politiques en trois variantes: a) syndicat et parti en tant qu'expressions respectives du mouvement ouvrier, basées sur la même assise sociale. Cette variante est présente en plusieurs formules différentes: social démocrate, travailliste, léniniste et autarchique; b) la communauté de principes et de conviction entre le syndicat et le parti (par ex. le syndicalisme chrétien en Belgique); c) le syndicat non aligné sur le parti. Les auteurs examinent ensuite en détail la situation du pays, en se servant d'une très intéressante enquête sur les rapports entre syndicats et partis politiques en Espagne, réalisée par J.A. Sagardoy pour le compte de la Fondation allemande Konrad Adenauer — et dont il ressort, notamment, que le parti et le syndicat les plus clairs et les moins ambigus quant à leurs affinités réciproques sont le PSOE et l'UGT.

Il en ressort également que si, dans la société actuelle, l'union partis-syndicats n'est pas généralement admise, l'«apoliticité» du syndicat ne l'est pas non plus — ce qui est important. Le rôle que joue le syndicat en tant qu'agent de changement — et, donc, comme acteur politique — y est souligné.

Les auteurs examinent les diverses déclarations des leaders du mouvement ouvrier et syndical espagnol quant à leurs rapports réciproques. Il résulte de ce très intéressant volume sur le fonctionnement, le financement, la structuration et l'influence du syndicalisme espagnol, que les syndicats détiennent un pouvoir authentique, le **pouvoir syndical**, et qu'ils forment une composante essentielle,

désormais, des préoccupations quotidiennes des citoyens.

P. JOUBERT

Institut d'Administration
des Entreprises, Paris

Urban Complex of an Industrial City, by Jugendra Sahai, Allahbad, India, Chugh Publishing Company, 1980.

This is an interesting study of a developing industrial urban complex (steel mill town) in India. The aim of this study is to analyze the relationship between urban growth and social and economic development. This study is embedded in the theoretical framework developed by two western sociologists, i.e. Hoselitz and Lerner.

Hoselitz has argued that urbanization, economic growth and cultural change are interrelated Lerner's main thesis is that an increase in urbanization is associated with the increase in literacy and the use of mass communication media, regardless of population density. The advocates of 'similar path theory' contend that theoretical models utilized to explain social and economic changes in the west can be superimposed upon the developing countries.

Dr. Sahai's empirical investigation indicates that the Western 'Similar path' models are inadequate in explaining the relationship between urban growth and economic development in India. One of his most important research findings is that even an industrial urban complex like Durgapur steel city has not been able to exercise a 'generative impact' on the region in which it is located. The author has examined various aspects of formal and informal participation of labour force in this steel city to test available theoretical concepts. His study reveals that urban growth is positively correlated with the disorganization aspect of the city. 'Both personal and social disorganization are looming large in the city resulting into the impairment of harmonious social relations.various